

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

tarde à retrouver leur emploi. Des histoires comme celle-là peuvent se produire à des centaines d'exemplaires.

Il ne suffit pas d'instaurer un crédit d'impôt à l'emploi créant quelques emplois temporaires rémunérés au salaire minimum quand, à l'échelle du pays, des milliers—tout près de dix mille—de travailleurs laborieux et fiers sont jetés au rebut de la société. Et ce, parce que le gouvernement actuel et d'autres gouvernements avant lui ont refusé de prendre des mesures concertées pour tenter de régler ces problèmes.

Il arrive parfois qu'on se rit de la statistique. J'ai vu dernièrement une caricature, vous savez, le genre que l'on peut lire, où le dessin est accessoire. Cette caricature a paru dans l'édition du 22 mars du *Castlegar News* et je crois que Jules Feiffer en était l'auteur. Elle montre un enfant qui pose des questions à un homme assis derrière un bureau. Sur une pancarte posée sur le bureau, on peut lire le mot «économiste». Voici le texte:

Qu'est-ce qu'une dépression?

Quelque chose de mauvais pour les affaires.

Oui, mais qu'est-ce que c'est?

Une dépression, c'est lorsque plus de 12 p. 100 de la classe moyenne est en chômage.

Qu'est-ce qu'une récession?

Une période de perturbation pour certains, mais un bon paravent contre l'inflation.

Ça ressemble à une politique du gouvernement.

Oui, mais qu'est-ce que c'est?

Une récession, c'est quand plus de 7 p. 100 des Blancs de la classe moyenne sont en chômage.

Qu'est-ce que l'abondance?

C'est le beau temps!

Oui, mais qu'est-ce que c'est?

L'abondance, c'est quand seulement 3 p. 100 des Blancs de la classe moyenne sont en chômage et que le chômage parmi les minorités s'est stabilisé à 25 p. 100.

Nous avons dépassé cela. Je joue peut-être du gamin, mais je sais que le gouvernement nous donne le même genre de réponses que celles que donnait l'économiste dans cette caricature. Nous avons eu le même genre de réponses du gouvernement précédent, ce petit point bleu entre deux administrations libérales.

Un de mes amis conservateurs à ma droite a eu l'audace et le sans-gêne de se demander où était le Nouveau parti démocratique lorsque le gouvernement conservateur a été défait avant d'avoir eu l'occasion de faire quoi que ce soit. Les conservateurs voulaient donner jusqu'à \$375 à certains propriétaires au Canada et à certaines personnes désireuses de s'acheter une maison. C'était pendant leur période de gestation de neuf mois au pouvoir qui a abouti à un avortement, à l'époque où, à cause de leur politique sur les taux d'intérêt—et cela va peut-être donner aux libéraux une raison de chahuter un peu—les taux d'intérêt ont tellement monté que les paiements hypothécaires pour une maison moyenne ont augmenté d'au moins \$500, parfois de \$1,000 ou même de \$1,500 par année.

Les conservateurs s'attendaient que nous leur serions reconnaissants parce que leur gouvernement se proposait de remettre jusqu'à \$375 à certains propriétaires. C'est comme si on nous avait demandé de faire confiance au capitaine d'un navire qui envoie la moitié de son équipage repeindre le bateau et charge l'autre moitié d'aller ouvrir une voie d'eau dans la coque. Les conservateurs ont braillé; ils nous ont demandé où nous étions à ce moment-là. Personnellement, je n'étais pas

encore là, mais mon parti y était et il faisait simplement son travail le jour où il a contribué à renverser leur gouvernement, car dans toute l'histoire du pays, aucun gouvernement ne s'est jamais montré aussi mauvais en aussi peu de temps. Il était si mauvais que lorsque les libéraux ont repris le pouvoir, les gens ont même été soulagés.

Mme Mitchell: Pas du tout.

Une voix: Les conservateurs n'étaient pas si mauvais que cela.

Une voix: Vous exagérez.

M. Kristiansen: Apparemment, beaucoup de Canadiens ont jugé que les libéraux étaient mieux. On pourrait citer un certain nombre d'autres statistiques. Je ne veux pas le faire, mais elles permettent de tirer certaines leçons.

Je voudrais revenir sur le programme conjoint du «ministère des compressions économiques régionales». Toutes les sociétés que ce dernier a secourues et ce, en leur octroyant environ 50 millions de dollars provenant du gouvernement fédéral et 100 millions de dollars ontariens puisés dans la poche du contribuable, toutes ces entreprises donc étaient de grandes sociétés intégrées et beaucoup étaient des filiales de multinationales. Comme je l'ai dit, presque toutes étaient des sociétés intégrées soit dans le secteur du bois de construction soit dans celui des bardeaux, du contreplaqué, ou de la pâte et du papier qui, actuellement, est plutôt prospère.

L'industrie de la pâte et du papier est actuellement le seul secteur de l'industrie forestière qui ait de la vigueur. Pourquoi devrions-nous secourir un secteur qui devrait être puissant? Est-ce pour récompenser ses responsables d'avoir manqué d'initiative et de n'avoir pas modernisé les usines quand ils en avaient les moyens? Ce secteur est censé avoir fait de mauvaises affaires et pourtant, c'est un des rares à avoir profité de la différence entre le cours du dollar américain et celui de notre monnaie. Cela a apporté de l'eau au moulin de l'industrie des pâtes et papiers, et cette industrie se porte encore assez bien. Et le gouvernement et le premier ministre sont convaincus que c'est ce secteur qui a le plus besoin d'aide. En tout cas, c'est à ce secteur que le gouvernement en fournit.

J'ai dit tantôt que je voulais consacrer quelques instants aux mesures prises par d'autres gouvernements. On peut trouver insignifiant le nouveau programme d'aide à la construction domiciliaire mis en place aux États-Unis, d'un montant de \$160 millions, mais au moins c'est un début. Aux États-Unis, on ne va pas très loin avec 160 millions de dollars. On n'irait pas très loin non plus avec \$16 millions au Canada, mais ce serait au moins un début.

Il m'arrive rarement de faire des commentaires favorables envers l'actuel gouvernement de la Colombie-Britannique, mais il y a quelques mois, il a lancé un programme quelles que soient les difficultés qu'il suscite grâce auquel en dépensant environ \$7 millions, il a mis \$200 millions sous forme d'aide hypothécaire à la disposition des gens désireux d'acheter une maison neuve. C'est peut-être la seule et unique raison qui explique que la Colombie-Britannique affiche un bilan légèrement meilleur que le reste du pays au chapitre de la construction domiciliaire au début de l'année.